

ASSOCIATION DE L'HÔPITAL SAINT-MICHEL ET SAINT-VINCENT
Association Reconnue d'Utilité Publique

**1 rue Lhuillier
75015 PARIS**

**SIREN : 784 615 437
APE : 86 10Z**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION DE L'HÔPITAL SAINT-MICHEL ET SAINT-VINCENT

Association Reconnue d'Utilité Publique

**1 rue Lhuillier
75015 PARIS**

SIREN : 784 615 437

APE : 86 10Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de L'HÔPITAL SAINT MICHEL ET SAINT VINCENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 821-53 et R 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêté dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 29 Avril 2025.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois,

Le Commissaire aux Comptes
Cabinet Léo JEGARD et associés,
Représenté par,

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de
François JEGARD (+33612263169)
Date : 17/06/2025 14:37:16
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par SMS :
371082

François JEGARD
Président



COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

	31/12/2024 (12 mois)		31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	31 878 975	-8 786 064	23 092 912	24 188 920
Installations techniques, matériels et outillages industriels	69 735	- 37 192	32 543	37 192
Autres immobilisations corporelles	43 867	- 26 899	16 968	21 775
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières (1)				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	31 992 578	-8 850 155	23 142 423	24 247 887
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	14 026		14 026	17 154
Créances (1)				
Bénéficiaires et comptes rattachés	74 615		74 615	25 786
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	149 639		149 639	204 475
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	2 499 999		2 499 999	1 504 964
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	2 162 195		2 162 195	2 299 884
Charges constatées d'avance (1)				
Charges constatées d'avance	211		211	224
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 900 684		4 900 684	4 052 487
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	36 893 262	-8 850 155	28 043 107	28 300 374

(1) Dont à moins d'un an (brut) :-

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	2 344 012	2 343 206
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	181 823	174 570
Autres		
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Report à nouveau		
Report à nouveau	256 234	256 234
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 6 352	8 059
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Situation nette (sous total)	2 775 717	2 782 069
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	4 585 268	4 814 144
Provisions réglementées		
Total Fonds Propres (I)	7 360 985	7 596 212
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	1 989 436	1 777 097
Total Provisions (III)	1 989 436	1 777 097
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 118 329	18 412 946
Emprunts et dettes financières diverses	408 814	393 000
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	48 610	90 661
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	92 052	20 804
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	24 881	9 654
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	18 692 686	18 927 065
Écarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	28 043 107	28 300 374

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	115	130
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de service	3 766 090	3 520 060
Dont parrainages		
Dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	144 227	75 912
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2	3
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 910 434	3 596 105
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes (1) (2)	1 469 214	1 441 359
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	80 276	77 404
Salaires et traitements	168 927	70 210
Charges sociales	77 812	31 360
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 105 465	1 153 949
Dotations aux provisions	295 800	297 041
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	203 646	100 642
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 401 139	3 171 965
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	509 295	424 140
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	24 948	19 143
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 351	3 253
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	27 300	22 396
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	697 196	662 510
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	697 196	662 510
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 669 897	- 640 113
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	- 160 601	- 215 974
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	228 876	228 876
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	228 876	228 876
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	68 992	
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	68 992	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	159 884	228 876
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>	5 634	4 843
Total des produits (I + III + V)	4 166 610	3 847 377
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 172 961	3 839 318
EXCEDENT		8 059
DEFICIT	- 6 352	
Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Bénévolat</i>		
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Personnel bénévole</i>		
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
(1) Redevances de crédit-bail mobilier		
(2) Redevances de crédit-bail immobilier		

Annexe

Désignation de l'association : Hôpital Saint-Michel et Saint-Vincent

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 28043106.79 euros et au compte de résultat de l'exercice dégagant un résultat de -6351.51 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Conformément à ses statuts, l'association de l'hôpital Saint-Michel et Saint-Vincent, fondée en 1911, a pour but d'exercer et de faciliter l'exercice d'activités sanitaires sociales et médico-sociales à destination des patients et des personnes en difficulté suivant des moyens d'actions.

Faits caractéristiques

Faits caractéristiques d'importance significative

Les opérations prévues dans le cadre du projet "Village Saint-Michel" se sont poursuivies conformément aux prévisions et le projet a été immobilisé à compter de janvier 2017 pour donner suite aux différentes visites de conformité.

Au 31 décembre 2024, le montant du Contrat de promotion immobilière (CPI) s'élève à 31 289 k€ TTC et correspond à la construction d'un ensemble de bâtiments à usage des établissements sociaux et médico-sociaux.

Le montant du CPI amorti n'intègre pas les retenues de garanties ni le montant inscrit dans le compte séquestre. À ce titre, l'évolution du compte séquestre mis en place pour l'opération se présente comme suit :

en k€	2024	2023	Variation
Compte séquestre	149	149	-

Pour le financement du projet, l'association a mobilisé plusieurs ressources :

- Subventions : l'association a reçu :

- > 3 430 k€ de subvention d'investissement de la Ville de Paris
- > 841 k€ de subvention d'investissement de la CNSA
- > 1 695 k€ de subvention d'investissement de la région Ile-de-France
- > 450 k€ de subvention de la DASES pour le financement de la cuisine

- Emprunts :

- > l'association a souscrit auprès de la Caisse des dépôts et des consignations des emprunts de 22 364 k€ totalement libéré
- > en 2013, l'association a souscrit un emprunt de 5,5 M€ auprès du Fonds de dotation Saint-Michel. Au 31 décembre 2024, le capital restant dû est de 0 €.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

L'unique salariée présente dans les effectifs de l'association a bénéficié d'un départ à la retraite au 31 décembre 2024.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- Du règlement ANC n° 2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes :

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Dépréciation

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

- * Constructions : de 10 ans à 30 ans
- * Installations techniques, matériels et outillages industriels : 15 ans
- * Autres immobilisations corporelles : de 5 ans à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagement de retraite

Le montant des engagements de retraite n'est pas considéré comme significatif car l'unique salarié a quitté les effectifs à la clôture de l'exercice. Aucune évaluation n'a donc été faite au titre de l'exercice.

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées).

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...).

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de l'association.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre	31 288 780					31 288 780	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	590 195					590 195	
Installations techniques matériels et outillages industriels	69 735					69 735	
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	23 403					23 403	
Autres imm. Corp. Matériel de transport							
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	4 200					4 200	
Autres imm. Corp. Mobilier	16 265					16 265	
Autres imm. Corp. Divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	31 992 578					31 992 578	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Sous-total							
Total	31 992 578					31 992 578	

Notes relatives aux postes du bilan

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Sous-total				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	7 690 055	1 041 734	373 847	8 357 941
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions		428 122		428 122
Installations techniques matériels et outillages industriels	32 543	4 649		37 192
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	11 525	2 340		13 865
Autres imm. Corp. Matériel de transport				
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	1 680	840		2 520
Autres imm. Corp. Mobilier	8 888	1 626		10 514
Autres imm. Corp. Divers				
Sous-total	7 744 690	1 479 312	373 847	8 850 155
Total	7 744 690	1 479 312	373 847	8 850 155

Notes relatives aux postes du bilan

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE			
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts (1) (2)</i>			
<i>Autres immobilisations financières</i>			
ACTIF CIRCULANT	238 490	238 490	
<i>Créances bénéficiaires et comptes rattachés</i>	74 615	74 615	
<i>Clients douteux ou litigieux</i>			
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			
<i>Personnel et comptes rattachés</i>			
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>			
État et autres collectivités publiques			
<i>Impôts sur les bénéfices</i>			
<i>TVA</i>			
<i>Autres impôts et taxes versements</i>			
<i>Divers</i>			
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs</i>			
<i>Débiteurs divers</i>	163 665	163 665	
<i>Charges constatées d'avance</i>	211	211	
Total	238 490	238 490	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>				
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	4 333	7 781	- 3 448	- 44
Total	4 333	7 781	- 3 448	- 44

Notes relatives aux postes du bilan**Dépréciations des actifs**

Les flux s'analysent comme suit :

Provisions pour dépréciations

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise	Montant fin d'exercice
<i>Dépréciations des immobilisations incorporelles</i>				
<i>Dépréciations des immobilisations corporelles</i>				
<i>Dépréciations sur actifs reçus par legs ou donations</i>				
<i>Dépréciation sur titres mis en équivalence</i>				
<i>Dépréciation sur titres de participation</i>				
<i>Dépréciations des autres immobilisations financières</i>				
<i>Dépréciations des stocks</i>				
<i>Dépréciations des créances usagers</i>	60 766		60 766	
<i>Dépréciations des valeurs mobilières de placements</i>				
<i>Autres provisions pour dépréciation</i>				
Total	60 766		60 766	

Notes relatives aux postes du bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 343 206	806			2 344 012
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	174 570	7 253			181 823
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Report à nouveau	256 234				256 234
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Excédent ou déficit de l'exercice	8 059	- 8 059		6 352	- 6 352
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Situation nette (sous total)	2 782 069			6 352	2 775 717
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	4 814 144			228 876	4 585 268
Provisions réglementées					
Total	7 596 212			235 227	7 360 985

Résultat de l'exercice

	Excédent	Déficit	Total
EXERCICE N			
Résultat de l'exercice		- 6 352	
Dont Hors activités sociales et médico-sociales		- 6 352	- 6 352
Dont Autres activités sociales et médico-sociales			
Dont Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
Ecart			
EXERCICE N-1			
Résultat de l'exercice	8 059		
Dont Hors activités sociales et médico-sociales	8 059		8 059
Dont Autres activités sociales et médico-sociales			
Dont Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
Ecart			

Notes relatives aux postes du bilan

Subventions d'investissement

Tableau des subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL Montant nominal	6 416 274			6 416 274
TOTAL Quotes-parts virées au résultat	-1 602 131	228 876		-1 831 006

Notes relatives aux postes du bilan

Ventilation des dotations et reprises de provisions

	Exercice N	Exercice N-1
Exploitation		
Dotations d'exploitation	295 800	345 525
Reprises d'exploitation	144 227	75 912
Total Exploitation	- 151 573	- 269 613
Financier		
Dotations financières		
Reprises financières		
Total Financier		
Exceptionnel		
Dotations exceptionnelles		
Reprises exceptionnelles		
Total Exceptionnel		
Total des dotations et reprises	- 151 573	- 269 613

Provisions

Provisions pour charges

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant fin d'exercice
Charges sur legs ou donations					
Pour pensions et obligations similaires	50 197		50 197		
Pour restructuration					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations (entreprises concessionnaires)					
Pour gros entretiens ou grandes visites	1 726 900	295 800	33 264		1 989 436
Autres provisions pour charges					
Total	1 777 097	295 800	83 461		1 989 436

Une provision pour grosses réparations portant sur le montant du CPI est constituée à hauteur de 1% du montant des travaux pendant les 10 premières années, puis 1,5% pendant les 20 années suivantes.

Notes relatives aux postes du bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES	18 527 143			18 527 143
<i>Emprunts obligataires convertibles (1) (2)</i>				
<i>Autres emprunts obligataires (1) (2)</i>				
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)</i>	18 118 329			18 118 329
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine	18 118 329			18 118 329
<i>Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)</i>	408 814			408 814
AUTRES DETTES	165 543	165 543		
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	48 610	48 610		
<i>Dettes sur legs ou donations</i>				
<i>Personnel et comptes rattachés</i>				
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	69 844	69 844		
État et autres collectivités publiques	22 208	22 208		
<i>Impôt sur les sociétés</i>	5 634	5 634		
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>	6 466	6 466		
<i>Obligations cautionnées</i>				
<i>Autres impôts, taxes et assimilés</i>	10 108	10 108		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>				
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)</i>				
<i>Autres dettes</i>	24 881	24 881		
<i>Produits constatés d'avance</i>				
Total	18 692 686	165 543		18 527 143

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice :-

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Notes relatives aux postes du bilan

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenus	32 743	66 741	- 33 997	- 51
Charges à payer - Divers		10 342	- 10 342	- 100
Total	32 743	77 083	- 44 340	- 58

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
Charges constatées d'avance	211			
Total	211			

Notes relatives au compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 9 215 €

Honoraires des autres services : 0 €

Notes relatives au compte de résultat**Charges et Produits exceptionnels****Détail des produits exceptionnels**

	Montant brut
Sur opérations de gestion	
Sur opérations en capital	228 876
Reprises sur provisions, dépréciations, et transfert des charges	
Total	228 876

Détail des charges exceptionnelles

	Montant brut
Sur opérations de gestion	- 68 992
Sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
Total	- 68 992

Notes relatives au compte de résultat

Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas reçu de contributions volontaires en nature au cours de l'exercice 2024.

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Tableau des effectifs

		Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL		
Cadres		1
Agents de maîtrise et techniciens		
Ouvriers		
Total		1

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

L'association de l'hôpital Saint-Michel et Saint-Vincent a :

- conclu un bail à construction signé le 26 septembre 2013, d'une durée de 34 ans, prévoyant loyers puis remise des constructions au Fonds de dotation Saint-Michel à son terme sans contrepartie financière
- consenti au Fonds de dotation Saint-Michel sur l'ensemble immobilier "Village Saint-Michel" une promesse d'affectation hypothécaire sur le volume n° 28, pour le prêt de 5,5 M€ signée le 9 juillet 2014 et dont le capital a été totalement remboursé au 31 décembre 2024
- consenti au profit de la Ville de Paris sur l'ensemble immobilier "Village Saint-Michel" une affectation hypothécaire sur les volumes n° 22 et n° 29, signée le 29 septembre 2014, pour 3 inscriptions afin de garantir le remboursement des prêts concernant le CMPP, l'IME et le SESSAD.

Engagements reçus

En 2013 ont été signés avec la Caisse des dépôts et des consignations :

- 5 prêts PLS pour 11 895 298 € garantis par la Ville de Paris
- 8 prêts PHARE pour 9 268 809 € garantis par la Ville de Paris, dont 5 prêts sans hypothèque et 3 prêts avec hypothèque sur les volumes n° 22 et n° 29.

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunération allouée aux dirigeants

Les membres du Conseil d'administration, du Bureau et de l'Assemblée générale sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles et ne sont pas rémunérés.

